

Les métiers du travail scientifique : images et valeurs, réalités et défis

Centre d'Alembert, 20-21 mai 2015

La genèse de l'appellation de *travailleur scientifique* André Jaeglé

Président émérite de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques

Les travailleurs scientifiques ne sont pas seulement les chercheurs et les enseignants du supérieur, mais aussi les ingénieurs, qu'ils fassent ou non de la recherche. Où passe la limite entre qui est et qui n'est pas travailleur scientifique ? Tout dépend du point de vue auquel on se place : quels sont les enjeux ? On adoptera ici le point de vue de la responsabilité sociale des scientifiques, tel qu'il est débattu notamment au sein de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques et à l'Unesco. L'apparition du concept de technoscience, tenue par certains pour responsable d'une course non maîtrisée à l'innovation, donc responsable d'une croissance de plus en plus dangereuse, peut donner lieu à polémique car dans cette optique c'est tout « travail scientifique et technique » qui est interpellé. Et là, tous ceux qui occupent une fonction ou une autre dans le secteur du « travail scientifique » sont mis en cause, qu'ils aient ou non une fonction scientifique. Notamment lorsqu'il s'agit de défendre leurs organisations, publique ou privée ou lorsqu'ils ont à se prononcer sur une politique scientifique.

J'ai été invité à apporter un éclairage à ces deux journées de débats parce que je suis depuis longtemps (46 ans) impliqué dans le devenir de la Fédération éponyme, la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques. Et, dès les premières années de cet engagement, j'ai martelé le point de vue que les travailleurs scientifiques, ce ne sont pas que les chercheurs et les enseignants du supérieur, pas seulement les « académiques » mais aussi les ingénieurs, qu'ils fassent ou non de la recherche. Avoir recours à des connaissances scientifiques pour exercer sa profession c'est aussi être un travailleur scientifique.

À la question : « où passe la limite entre qui est et qui n'est pas travailleur scientifique ? » ma réponse est que tout dépend du point de vue auquel on se place : quels sont les enjeux de la réponse à la question ? Le point de vue que je me propose de développer s'articule sur la notion de responsabilité sociale. C'est notamment le point de vue des interpellations de la société concernant le sens de leur travail, concernant leur comportement et, plus généralement, du point de vue du rôle de la science, de son rôle *social*. Ce ne peut être qu'un éclairage très partiel. Il n'est pas exclusif d'autres approches. Mais je prends l'exemple du *serment hippocratique* : c'est un texte lancé par Student Pugwash Group américain, qui, selon Josef Rotblat (Nobel de la Paix 1995 et membre de la FMTS jusqu'en 1956) a déjà été signé par des milliers d'étudiants de nombreux pays. Ce « serment » déclare : *"Je m'engage à œuvrer pour un monde meilleur, dans lequel la science et la technologie seront utilisées d'une manière socialement responsable. Je ne me servirai pas de mon éducation pour poursuivre des objectifs destinés à nuire à des êtres humains ou à l'environnement. Tout au long de ma carrière je soupèserai les implications éthiques de mon travail avant de m'y engager. Même s'il exige beaucoup de moi, je signe cet engagement parce que je crois que la responsabilité individuelle est le premier pas vers le chemin de la paix."*¹ La signification d'un tel engagement n'est évidemment pas la même pour un

¹ Joseph Rotblat in *Science*, traduction dans le *Courrier international*, n°480. L. Rotblat a repris cette proposition dans son intervention à la Conférence mondiale pour la science (Budapest, 1999). Il existe d'autres versions de la même démarche.

laborantin, pour un étudiant qui ne peut pas s'être déjà fait une idée des interpellations concrètes qui lui seront adressées – voire des cas de conscience – et pour un directeur de recherche à la recherche de contrats pour faire vivre son laboratoire !

La FMTS a été fondée, en 1946, à l'initiative de scientifiques de haut niveau, ceux qu'on n'appelle pas des travailleurs mais des savants avec un lot non négligeable de prix Nobel ou futurs Nobel² : Le cristallographe John Desmond Bernal, le physicien Max Born, le biochimiste Joseph Needham, Irène et Frédéric Joliot-Curie dont les noms s'attachent à la découverte de la radioactivité artificielle, Dorothy Crowfoot Hodgkin, Linus Pauling, Joseph Rotblat et bien d'autres... C'est lors d'une rencontre, en septembre 1945 à Moscou, de Joliot, Nedham et Bernal avec le Syndicat de l'enseignement supérieur d'URSS, que furent posées, sans doute pour la première fois, les bases d'une fédération internationale des syndicats de travailleurs scientifiques³... Fondée à leur initiative donc, mais plus concrètement par un syndicat, la British Association of Scientific Workers, organisatrice de l'assemblée générale constitutive, à Londres en juillet 1946⁴. C'était donc au lendemain de la guerre. Le président de la BASW, Patrick Blackett, physicien, (Nobel 1948), pose la question, dans son intervention d'ouverture : « qui peut faire partie de la FMTS ? » La question, donc, de ce colloque. Pire, si j'ose dire : « qui d'autre que nous, la British Association ? » En d'autres termes, à quel niveau placer la barre ? Et Blackett éclaire son interrogation en présentant son syndicat qui était le seul au monde de cette force, des milliers d'adhérents : comment sommes-nous devenus ce que nous sommes ? Il énonce trois choix de base adoptés par les créateurs de cette association.

Les bases du succès (selon Blackett, mais je suis tenté de le suivre sur ce point) sont : 1) la BASW est ouverte à tous les salariés de l'organisme de recherche, du patron au personnel d'entretien, du savant au laborantin ; 2) elle est ouverte au secteur de la recherche publique comme à celle de la recherche industrielle privée ou publique ; 3) elle intervient sur les salaires (ils disaient les tarifs) mais aussi sur la politique scientifique et sur le rôle de la science⁵. Autant dire que l'efficacité militante, au moins celle du militantisme syndical et britannique, mettait au second plan la distinction entre catégories : on était « scientific worker » parce qu'on était salarié dans le secteur de la recherche scientifique, qu'elle soit fondamentale ou industrielle ou relevant de toutes les qualifications intermédiaires imaginables. Du moins en était-il ainsi dans l'esprit des dirigeants de ce syndicat. Dans l'esprit des adhérents, notamment des savants, quid ? Précisons qu'à l'époque, le concept d'innovation n'avait pas encore cours, du moins en tant que catégorie de la science économique. Le terme de R&D non plus. Je reviendrai sur ce point.

A cela s'est ajouté le rôle d'un homme, John Desmond Bernal, l'un des participants à la rencontre de Moscou en 1945, cristallographe à l'université de Cambridge. Il avait eu pour élève Maurice Wilkins, néozélandais, prix Nobel 1962 pour son rôle, aux côtés de James Watson et Francis Crick, dans la découverte de la structure en double hélice de l'ADN. Wilkins fut membre, un temps, du Conseil exécutif de la FMTS. En 1939, Bernal publie « The Social Function of Science » qui fut longtemps la

2 Joliot, Chimie 1935 ; Born, Physique 1954 ; Pauling, Chimie 1954 ; Rotblat, paix 1995.

3 On trouvera des détails sur cet épisode dans l'ouvrage de l'historien français Michel Pinault « *Frédéric Joliot-Curie* », Éditions Odile Jacob, 2000, p. 374.

4 L'un des premiers, sinon le premier président de la BASW a été Julian Huxley le premier Directeur général de l'Unesco, frère de Aldous (« *Le meilleur des mondes* ») et petit-fils de Thomas Henry Huxley, le « *Bouledogue de Darwin* ».

5 La BASW n'a pas toujours été un syndicat.

référence idéologique de la Fédération. A cet époque, Bernal pensait trouver dans l'existence et l'expérience de l'Union soviétique la preuve de la supériorité du socialisme pour ce qui est du développement scientifique et du rôle social de la science. S'inspirant du modèle d'une société réputée sans classe, il y avait sans doute peu de raisons de philosopher sur qui était et qui n'était pas travailleur scientifique à l'intérieur du secteur de la recherche scientifique. Syndicalement c'est probablement le « tous ensemble » qui l'emportait. Je dis « probablement » parce que, en toute honnêteté, je dois reconnaître que n'ai pas étudié les textes de l'époque qui m'auraient permis de m'en faire une idée.

La vision portée sur la division de la société en classes sociales a évidemment un rôle. A ce sujet j'ai en mémoire le voyage d'une délégation d'ingénieur en URSS à l'initiative de l'Ugict : nous avons interrogés des responsables syndicaux soviétiques sur l'intérêt qu'ils auraient pu porter à notre expérience d'organisation spécifique. Pour la CGT, en France, la conviction était acquise dès l'époque du Front populaire, que l'affiliation des ingénieurs et cadres au-delà du petit cercle de ceux qui étaient acquis idéologiquement, passait par la mise en place sur le lieu de travail d'un syndicat qui leur soit propre, rattaché, bien entendu, à la même Fédération d'industrie (ou de secteur économique) que le syndicat ouvrier. Nous sommes entendus répondre qu'en URSS ce problème ne se posait pas car on avait à faire à des intellectuels d'un type nouveau. Si nous avons poussé sur la question de leur rôle social nous aurions probablement reçu des réponses d'un tout autre ordre.

Je reviens à l'Assemblée constitutive de juillet 1946 : il n'y avait là qu'une dizaine d'organisations présentes. La CGT française n'y participait pas. Ses bases d'organisations étaient très éloignées des principes énoncés par Blackett. De son côté, Joliot-Curie voyait dans la mobilisation des travailleurs scientifiques l'un des moyens de soutenir le développement de la recherche et de l'industrie atomique à buts civils. La dimension syndicale n'était peut-être pas prioritaire à ses yeux. A l'inverse, l'idée pour la CGT d'engager sa responsabilité, à travers une affiliation à la FMTS, dans telle ou telle institution ou telle ou telle politique, fut-elle de recherche scientifique, était une idée peu envisageable. Il y eu des contacts : leur existence est attestée dans les documents laissés par l'ATS, l'Association des travailleurs scientifiques créée pour permettre l'affiliation de scientifiques français à la FMTS. Ces contacts n'ont pas abouti. Je n'ai pas retrouvé de documents sur le pourquoi. De France, seul le SNESUP, qui avait un autre nom à l'époque, s'est affilié à la jeune FMTS. On ne s'y posait pas la question de qui était et qui n'était pas travailleur scientifique parmi ses adhérents. Et s'il y avait eu problème c'eut été de savoir si les professeurs de lettre étaient des travailleurs scientifiques. Mais comme se sont rapidement affirmés les « SHS » les sciences humaines et sociales, il n'y avait pas débat. Par la suite le Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifiques CGT (c'est-à-dire les ITA), s'est affilié, aux côtés du Snesup et du SNCS de la FSU, les trois à travers une Union des travailleurs scientifiques.

Je signale en passant, qu'à l'Unesco, le Secteur des sciences exactes et naturelles est distinct du Secteur des sciences humaines et sociales, et que les partenaires non gouvernementaux de l'Unesco sont le CIS (ex-ICSU), le CISS et le CIPSH. La catégorisation est par disciplines et non par niveau. Et les frontières sont bien gardées. Moyennant quoi, les questions d'éthique des sciences, notamment la bioéthique ont placées sous la responsabilité du secteur SHS de l'Unesco, alors que les sciences, les plus interpellées relèvent du secteur des sciences exactes et

naturelles. Les contraintes propres au fonctionnement d'une organisation mondiale intergouvernementale sont indépendantes d'une logique qui aurait pu placer l'éthique dans le secteur où elle est le plus invoquée. Il est vrai que le domaine des SHS n'échappe pas à la question de la responsabilité sociale. Loin de là !

Lorsque, ultérieurement, les scientifiques de Bulgarie rejoignirent la FMTS, ils constituèrent une Union des travailleurs scientifiques. Son président, Cyril Bratanov (un spécialiste de la reproduction animale, c'est-à-dire de l'insémination artificielle) m'expliqua un jour que l'UTS n'acceptait que des scientifiques de niveau très élevé. C'était une forme de résistance au népotisme, au carriérisme. Situation quasiment opposée à celle de la British Association. C'est une autre dimension de la responsabilité sociale.

Au lendemain de la guerre, parler du rôle social de la science, c'était le plus souvent aborder la question des recherches scientifiques dans la course aux armements, notamment les armements nucléaires. J'ai souvent entendu nos amis de la Japan Scientists Association rendre les atomistes occidentaux responsables des morts de Hiroshima et Nagasaki. Les ancêtres de nos lanceurs d'alerte étaient victimes d'une répression d'autant plus dure qu'il s'agissait de sécurité militaire. L'affaire Oppenheimer était présente dans tous les esprits. Plus tard, et après de longues négociations, la FMTS et quelque autres organisations ont réussi à ce que soit adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO, en 1974, une « Recommandation concernant la condition des chercheurs scientifiques » qui inclut l'affirmation d'un droit, pour les CHERCHEURS scientifiques :

« Les Etats membres devraient s'efforcer de promouvoir des conditions, telles que les chercheurs scientifiques puissent, avec l'appui des pouvoirs, publics, avoir la responsabilité et le droit :

- a. De travailler dans un esprit de liberté intellectuelle à rechercher, expliquer et défendre la vérité scientifique telle qu'ils la perçoivent;
- b. De contribuer à fixer les buts et les objectifs des programmes auxquels ils se consacrent et à la détermination des méthodes à adopter, qui devraient être conformes à leur responsabilité humaine, sociale et écologique;
- c. De s'exprimer librement sur la valeur humaine, sociale ou écologique de certains projets et, en dernier ressort, de cesser d'y participer si telle est la conduite que leur dicte leur conscience;
- d. De contribuer de façon positive et constructive à la science, à la culture et à l'éducation dans leur propre pays ainsi qu'à la réalisation des objectifs nationaux, à l'amélioration du bien-être de leurs compatriotes et à la réalisation des idéaux et objectifs internationaux des Nations Unies;

« étant entendu que les Etats membres devraient, lorsqu'ils emploient des chercheurs scientifiques, préciser de manière aussi rigoureuse et étroite que possible les cas dans lesquels ils jugent nécessaire de ne pas se conformer aux principes énoncés aux alinéas a et d ci-dessus.

« 15. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour inciter tous les autres employeurs de chercheurs scientifiques à tenir compte des recommandations figurant au paragraphe 14. »

Dans cette recommandation, il n'est pas question de travailleur scientifique, mais de chercheurs scientifiques. Dans ce document, toujours valide mais en cours de révision, une petite phrase nous alerte sur la question de la limite entre travailleur scientifique et non-travailleur scientifique.

Je cite l'article 2. « La présente recommandation s'applique à tous les chercheurs scientifiques quels que soient :

- a. la personnalité juridique de leur employeur ou le type d'organisation ou d'établissement au sein duquel ils travaillent ;
- b. leur spécialisation scientifique ou technologique ;
- c. les considérations qui motivent les travaux de recherche scientifique et développement-expérimental auxquels ils se consacrent ;
- d. la nature de l'application à laquelle ces travaux de recherche scientifique et développement expérimental ont trait le plus directement.

3. Cette recommandation n'est applicable aux chercheurs scientifiques qui font des travaux de recherche scientifique et développement expérimental à temps partiel, que pendant les périodes et dans les contextes où ils exercent cette activité.

Un processus de révision de la Recommandation est actuellement en cours. La FMTS étant partenaire officielle de l'Unesco, elle n'a pas manqué de demander la suppression pure et simple de cet article 3.

Le mot lui-même de « travailleur » scientifique (plutôt que « scientifique », tout court) est connoté. Il n'est pas neutre. Il se trouve qu'au lendemain de la chute du Mur de Berlin, la totalité des organisations affiliées des pays socialistes, libérées de la tutelle du « grand frère », ont quitté la Fédération. L'avenir de celle-ci était loin d'être assuré. Certains d'entre nous se sont demandé si le mot « travailleur » avec sa connotation « lutte de classe » ne devait pas être abandonné. Nous l'avons gardé car finalement notre avenir ne tenait pas vraiment à ça.

Dans le secteur industriel, privé ou public, il y a des ingénieurs, issus d'une école habilitée à décerner le titre d'ingénieur, certains sont des ingénieurs de recherche. C'est sous ce nom qu'on les désigne souvent, plutôt que chercheurs, ce nom étant réservé aux docteurs. Les uns ne sont ni plus ni moins travailleurs scientifiques que les autres. Et s'ils sont confronté à un problème d'éthique (genre lanceur d'alerte, par exemple, par exemple) la société n'attend ni plus ni moins des uns ou des autres quant à leur comportement. On peut mettre dans le même panier les techniciens supérieurs.

Ceci m'amène à revenir sur deux mots : innovation et technoscience. Un courant de réflexion qui devient même un courant politique (dont je me sens assez proche), met en question la croissance. Évidemment, dans la logique économique actuelle, pas de résorption du chômage, pas de création d'emploi sans un taux de croissance suffisamment élevé. Dans ce discours, la croissance est en gros celle du PIB. Cette croissance par de multiples aspects, nous mènent droit dans le mur : pollution, gaz à effet de serre, épuisement des ressources naturelles,... sous l'effet, notamment d'une compétition qui pousse à la conquête de nouveaux marchés – l'entreprise privée doit défendre son marché, l'étendre si possible, créer de nouveaux marchés donc de nouveaux produits, donc susciter de nouvelles demandes ; si elle ne s'efforce pas de le faire, elle risque de disparaître c'est une condition de survie. C'est la logique même du marché qui détermine la croissance.

Si pas de croissance, quid des solutions pour l'emploi ? Ce n'est pas notre sujet aujourd'hui, donc je ne m'étends pas. Ce que je voudrais, c'est pointer un faux raisonnement qui est le suivant : puisqu'il faut stopper la croissance et que celle-ci n'est possible que par l'innovation, il faut freiner l'innovation. Et comme il n'y a pas d'innovation sans un travail de recherche scientifique et de développement, dénonçons la technoscience et ses tenants. Dénonçons cette sorte d'alliance entre les scientifiques (ou une partie d'entre eux) et l'industrie. Je ne soulève cette question et n'exprime ce point de vue qui peut donner lieu à polémique que parce que dans cette optique c'est tout « travail scientifique et technique » qui est interpellé. Et là, tous ceux qui occupent une fonction ou une autre dans le secteur du « travail scientifique » sont mis en cause, qu'ils aient ou non une fonction scientifique. Notamment lorsqu'il s'agit de défendre leurs organisation, publique ou privée ou lorsqu'ils ont à se prononcer sur une politique scientifique.

Comme vous pouvez vous en rendre compte, ces vues sont très parcellaires. J'espère qu'elles auront suscité quelques interrogations supplémentaires dans la réalisation des buts de ce colloque.

